

Besançon, le 14/12/2015

POURQUOI SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES 25 S'OPPOSE AUX SUPPRESSIONS D'EMPLOIS !

Les dernières élections régionales ont donné lieu à de grands discours sur la défense des principes républicains, à des postures de grognards de la république prêts à mourir pour elle. Certains ont même rappelé les acquis du programme Conseil National de la Résistance, des choses aujourd'hui « anachroniques » comme la sécurité sociale, les retraites, les comités d'entreprise... des discours à faire peur à la City et à Bruxelles. Mais une fois les élections terminées, le naturel revient au galop et le gouvernement a retrouvé le chemin des suppressions de services publics.

Il semble que pour certains élus, les principes républicains ne soient rien d'autre qu'un costume que l'on met le dimanche des élections et que l'on range dans la naphtaline austéritaire le reste de l'année.

Car une fois de plus, le projet de loi de finances de 2016 impose de nouvelles mesures d'austérité à ses agents, l'Etat coûte trop cher, ce qui veut dire que les services publics, donc la santé, l'éducation, la sécurité des citoyens coûtent trop cher. Mais trop cher pour qui ? Ils ne coûtent pas trop cher aux entreprises qui perçoivent des crédits d'impôts par milliards (33 pour être précis avec le pacte de responsabilité.. !) en échange d'une inversion de la courbe du chômage qui n'arrive jamais... frère François ne vois-tu rien venir... ? Non rien sinon une amélioration de la trésorerie des entreprises.

Mais pardon, il faut rétablir les comptes de l'Etat. La dette n'attend pas. Il y a pourtant des dettes qui attendent, elles. La dette de l'état envers ses citoyens en matière justement d'éducation, de santé, de justice, de sécurité etc... celle là oui, elle peut attendre. Mais jusqu'à quand ?

Faudra-t-il de nouveaux drames pour que nos élus prennent conscience que la République, ce joli mot dont ils se gargarisent les soirées électorales, n'est pas qu'un mot, mais qu'elle a besoin, pour exister et pour fonctionner de femmes et d'hommes. Bref, (attention âmes sensibles), disons qu'elle a besoin, (c'est à peine si nous osons prononcer le mot, éloignez les enfants) de ... FONCTIONNAIRES. Ça y est nous l'avons dit. Sept ans de malheurs assurés. Non cinq désormais, car on est passé au quinquennat.

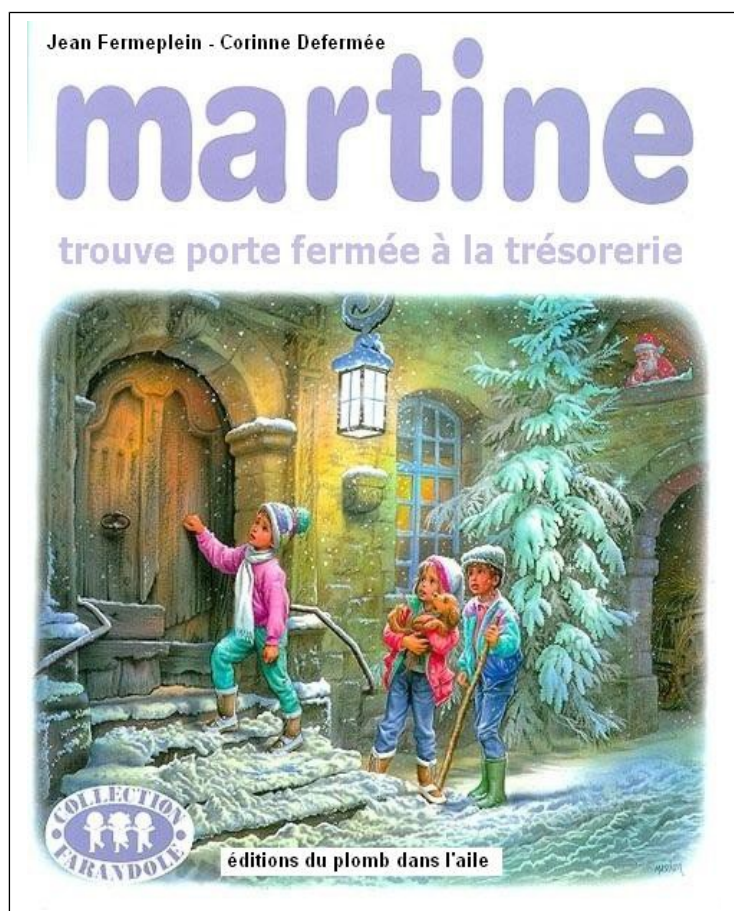
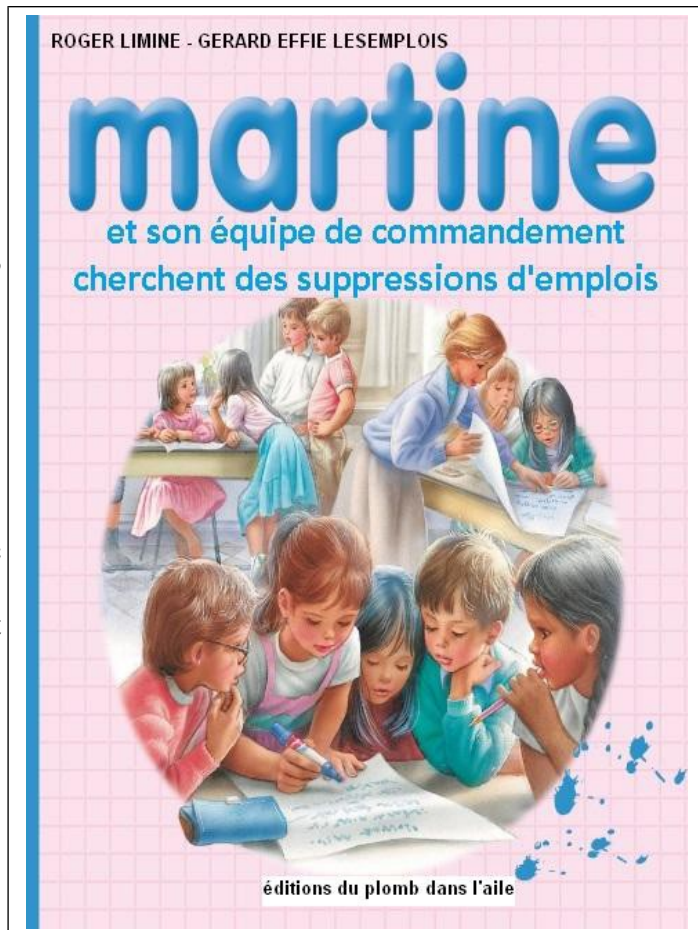
Nous avons entendu le joueur de flûte en chef qui a emporté les promesses de 2012 comme celui de la légende avait emporté les enfants de la ville, déclarer que le pacte de sécurité devait prendre la place du pacte de responsabilité. Davantage de douaniers, de gendarmes et de policiers... la sécurité des citoyens devant passer avant l'austérité. Nous avons (intérieurement) applaudi cette mesure et cette prise de conscience... hélas, il lui reste encore quelques efforts à faire pour devenir républicain, lui qui est aujourd'hui le premier d'entre eux. Et ces efforts consistent à prendre conscience, que la santé, l'éducation, l'accès à la justice sociale, l'emploi, doivent eux aussi passer avant toute autre considération, à comprendre qu'il n'y aura jamais de sécurité sans justice sociale, sans éducation, sans accès aux soins pour tous, à se rendre compte que sans le respect des services publics, la république et la démocratie sont des mots qui finiront par sonner creux à l'oreille des citoyens.

Mais il faut bien le reconnaître, ce n'est pas gagné, parce que pour assurer ces services publics, il faut des ressources fiscales, et pour cela il faut des agents qui calculent l'impôt, qui le recouvrent. Il faut des agents qui assurent les dépenses de l'état, qui gèrent les comptes des collectivités et qui payent les salaires des... fonctionnaires (oups encore sept ans de malheur, ah non cinq !). Or le dernier projet de loi de finances (PLF) de 2016, frère jumeau du projet de loi de finances de 2015, clone de celui de 2014, sosie des dix sept précédents, supprime 2 130 emplois à la DGFIP, soit un cumul de 13246 depuis 2011. Pour notre département, cela se traduira par encore 28 emplois de moins en 2016 ce qui fait tout de même 151 suppressions depuis 2010.

Dans le Doubs, tenant compte des suppressions fermes et des redéploiements, ces 28 suppressions d'emplois se déclinent par grade de la façon suivante : **-2 A+, -4 A, -16 B, -6C.**

Au 1/12/2015, la situation des emplois faisait apparaître 695,1 emplois réels pour 716 implantés, soit un sous effectif de 20,8 emplois.

Au 01/09/2016, compte tenu des suppressions proposées par la DRFIP et sans comptabiliser les départs en retraite éventuels, notre département se retrouvera donc excédentaire de 7,2 emplois ! Les suppressions d'emplois ont donc un effet dévastateur non seulement sur la gestion quotidienne des postes/services mais également sur les possibilités de mutation.



Comme nous l'avons toujours dit, les fusions de services ou fermetures de trésoreries, réelles ou programmées, conduisent inexorablement à des suppressions d'emplois. Pour preuve, le SPF de Besançon perdra 2 emplois C, les CFP de l'Isle sur le Doubs, Amancey, Montbéliard 2 Vallées et Sochaux seront amputés pour chacun d'1 emploi C.

Les prétendus gains de productivité liés à la progression du nombre de télédéclarants IR ont comme conséquence la suppression d'1 emploi C au SIP de Besançon Ouest et Montbéliard ainsi qu'1 emploi B au SIP de Besançon Est.

Enfin, la loi Notré, les gains de productivité de la dématérialisation, les redéploiement d'effectifs au niveau national sont autant d'arguments fallacieux utilisés par notre DRFIP pour justifier les suppressions d'emplois.

C'est la politique du serpent qui se mord la queue : "comme je ferme et fusionne des structures, je peux supprimer des emplois et comme je supprime des emplois, je peux fermer et fusionner à nouveau.

Solidaires Finances Publiques 25 réaffirme avec fermeté son attachement au service public et au maintien du réseau. Pour Solidaires Finances Publiques 25, les services publics sont dépositaires de la «chose publique», du « vivre ensemble », fondement de la République. Vouloir renforcer la République c'est dire NON à la destruction des services publics et NON aux suppressions d'emplois !